

BANQUE SOCREDO (SOC)



Secteur d'activité : Banque		
Code NAF : 6419Z	N°TAHITI: 075390	N°RCS : 59 1 B
Tél : 40 41 51 23/40 47 90 84	Email :	
Siège social : 115 rue DUMONT D'URVILLE - BP 130 - 98713 PAPEETE - POLYNÉSIE FRANÇAISE		



PRÉSENTATION :

Créée en 1959, la Banque SOCREDO a pour objet de financer des opérations dans trois domaines d'activité principaux : le financement de l'habitat et de l'équipement des ménages, le financement des investissements et de l'activité des entreprises et l'accompagnement de projets s'inscrivant dans le cadre du développement économique et social de l'ensemble des archipels.



CONSEIL D'ADMINISTRATION :



Président :	Jean-Jacques MOINEVILLE (AFD –EPIC)
Administrateurs publics :	Antony GEROS (collectivité de la PF)
	Claude PERIOU (collectivité de la PF)
	Eliane TEVAHITUA (collectivité de la PF)
	Tevaiti-Ariipaea POMARE (collectivité de la PF)
	Taivini TEAI (collectivité de la PF)
	Mounia AIT OFKIR (AFD- epic)
	Kévin CARIOU (AFD –epic)
Administrateurs privés :	Stéphane MANGIAVACCA (COFIBRED)
	Darryl CONSTANTIN (COFIBRED)

ACTIONNARIAT :

Valeur nominale de l'action (F CFP) : 50 000

Nom du Souscripteur	Nb d'actions	%	Montant
POLYNESIE FRANCAISE	220 000	50,00%	11 000 000 000
Total collectivités publiques	220 000	50,00%	11 000 000 000
AGENCE France Développement	154 000	35,00%	7 700 000 000
COFIBRED	66 000	15,00%	3 300 000 000
Total banques	220 000	50,00%	11 000 000 000
Total	440 000	100%	22 000 000 000





Masse salariale et effectif :

Exercice	Montant (MF CFP)	Variation (%)	Effectif permanent	Variation (%)
2021	4 484 535 841	4,48%	485	0,83%
2022	4 600 738 913	2,59%	481	-0,82%
2023	4 643 740 017	0,93%	487	1,25%

RESSOURCES HUMAINES : PYRAMIDE DES ÂGES

2023	Homme		Femme		Totaux	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
< 20 ans	0	0%	0	0%	0	0%
20-24 ans	5	3%	3	1%	8	2%
25 -29 ans	13	8%	22	7%	35	7%
30-34 ans	13	8%	37	12%	50	10%
35-39 ans	24	14%	73	23%	97	20%
40-44 ans	30	18%	70	22%	100	21%
45-49 ans	34	20%	38	12%	72	15%
50-54 ans	21	12%	40	13%	61	13%
55-59 ans	28	16%	30	9%	58	12%
60-65 ans	3	2%	3	1%	6	1%
> 65 ans	0	0%	0	0%	0	0%
Totaux	171	100%	316	100%	487	100%



ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ EN 2023 :

En Polynésie, le retour de la croissance économique amorcé à la fin de l'année 2022 se confirme en 2023, grâce à une fréquentation touristique record dépassant la barre historique des 261 000 touristes venus en Polynésie Française.

- L'économie polynésienne est également stimulée par une consommation des ménages robuste, liée au dynamisme du marché du travail, et des exportations de produits locaux significatives. L'Indicateur du Climat des Affaires s'élève à 105,9 au troisième trimestre 2023, traduisant la confiance des chefs d'entreprises dans leur activité.
- L'inflation polynésienne diminue à +0,9% en glissement annuel à fin novembre 2023 (contre +8,5% en décembre 2022), à la faveur d'une baisse des prix des transports et du ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires.
- L'IEOM joue son rôle de soutien de la zone Pacifique à travers le renouvellement de ses lignes de refinancement. Dans un contexte de stabilité des taux directeurs de la BCE sur la fin d'année, l'IEOM a décidé le maintien de ses taux d'intérêts directeurs à 4% en décembre 2023.
- En dépit du contexte de taux, l'année 2023 marque le retour à une production de crédits dynamique par rapport aux années Covid. Un essoufflement s'esquisse toutefois à la fin d'année 2023, notamment sur les crédits à l'habitat. Dans cet environnement de taux en croissance, les encours de crédits sont restés dynamiques en Polynésie tandis que la masse de dépôts s'est contractée.

Afin de soutenir le dynamisme économique face à la diminution de la liquidité, l'IEOM a maintenu ses interventions en matière de refinancement et la Banque a ainsi utilisé les outils mis à disposition souscrivant à six lignes au cours de l'année 2023, indexées sur taux variable TLR + marge.

Sur le plan mondial, le ralentissement économique se poursuit en 2023 avec une croissance ralentie à 3% (contre 3,5% en 2022) et un gonflement de l'endettement public, conséquence de l'inflation persistante, notamment sur l'énergie dont les prix sont extrêmement sensibles aux tensions géopolitiques et dérèglements climatiques. La forte inflation a conduit à un resserrement monétaire et un commerce mondial plus fragmenté.

L'inflation atteint 6,9% en 2023, un niveau des plus élevés depuis les dernières décennies. Face à ce changement de paradigme, les banques centrales ont adopté une politique de resserrement monétaire, à travers des relèvements successifs de leurs taux directeurs. Cette politique a engendré une forte hausse des taux de crédits et un recul du volume de crédits octroyés.

Bien que la tendance en fin d'année 2023 soit à la désinflation, l'incertitude quant à l'évolution des taux demeure tant que l'objectif d'inflation à 2% ne sera pas atteint.

À titre exceptionnel, en 2023, la Banque de France a procédé à une révision mensuelle, au lieu de trimestrielle, des taux d'usure, à partir du 1er février 2023. Cet ajustement temporaire a permis à la banque d'ajuster ses barèmes crédits régulièrement et de manière adaptée à la croissance des taux de marché et du coût de la collecte.

Sur la place polynésienne, la situation des dépôts, dans un contexte de hausse des taux est devenue très concurrentielle dès le début de l'année 2023, avec le départ de dépôts clients. Dès le 2ème trimestre 2023, les résultats des actions commerciales couplés à un barème attractif ont permis d'atteindre 295 milliards de F CFP de dépôts à fin décembre 2023, soit +13 milliards par rapport à 2022. Globalement sur 2023, les agents économiques dirigent leur épargne vers les placements à terme plus rémunérateurs.

Malgré un contexte inflationniste et une remontée des taux depuis le début de l'année 2023, l'activité de crédit sur la place est restée très dynamique. Ce dynamisme est porté par les crédits aux particuliers (+9%) mais surtout par la forte demande de financement des entreprises et des professionnels en augmentation de près de 52% à fin novembre 2023, comparé à 2022 et 2021. Celle-ci émane aussi bien du secteur privé que du secteur public dont les investissements ont été nombreux dans tous les secteurs de l'économie. Le dynamisme de la production de crédit couplé aux actions de déblocage ont permis d'atteindre le niveau de 289 milliards de F CFP de crédits.

L'année 2023, riche en évènements, dernière année de la stratégie 2019-2023 est marquée par :

- La réorganisation du réseau des agences qui a permis d'améliorer le service rendu à la clientèle, l'organisation des équipes et d'augmenter la performance de la banque, tant financière que durable.
- Le ralentissement de l'inflation, la croissance économique et la reprise de la consommation des ménages qui ont contribué à la réalisation par les équipes commerciales d'une production de crédits record à 107,1 milliards de F CFP.
- La hausse historique des taux directeurs, passant à 2% en début d'année, pour atteindre 4% en fin d'année 2023.
- La montée de version de SAB AT qui a mobilisé les équipes informatiques et métiers de la banque et offre à la banque, des fonctionnalités nouvelles, ainsi que des évolutions technologiques majeures en matière de performance, de sécurité et d'intégration.

Ces évènements ont une incidence sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2023 de la Banque SOCREDO, tant dans les agrégats bilanciaux que le sur le niveau de résultat :

- Les encours de crédits progressent de +25 milliards de F CFP dans un contexte de croissance économique et de dynamisme de la force commerciale.

- La liquidité progresse de +12 milliards de F CFP, impactant positivement les MNI interbancaire et clientèle.
- La hausse du niveau des dépôts à 295 milliards de F CFP, grâce à la mise en place de barèmes clientèle attractifs,
- La progression du niveau des ressources interbancaires de +20 milliards de F CFP, par la souscription aux dispositifs LR de l'IEOM, et le tirage d'une dette longue de 11 milliards de F CFP.
- Les fonds propres de la banque sont renforcés par un résultat de 1,725 milliard de F CFP au 31 décembre 2023.

FAITS MARQUANTS EN 2023 :

Dans ce contexte, au 31 décembre 2023, la situation de la Banque SOCREDO est matérialisée par un bilan qui s'établit à 407,529 milliards de F CFP contre 370,682 milliards de F CFP au 31 décembre 2022, soit une hausse du total bilan de +9,9%. Cette évolution est la conséquence de la croissance forte des crédits couplée à la progression des dépôts qui impacte positivement les niveaux de trésorerie sur cette fin 2023, après dix mois de tensions ayant accru les besoins en ressources interbancaires.

Le compte de résultat 2023 est arrêté à 1,725 milliard de F CFP contre 1,501 milliard de F CFP au 31 décembre 2022. Cette hausse de +14,9% est principalement due à la hausse du PNB, expliquée par une augmentation des revenus nets et une maîtrise des charges d'exploitation et du coût du risque de crédit.

La Banque SOCREDO a été marquée, au cours de l'exercice 2023,

Au titre de ses activités commerciales, par :

- La poursuite du déploiement des projets de modernisation du marché des particuliers et de la relation client, avec le déploiement d'une nouvelle version de l'application mobile, et le développement des travaux liés la souscription de crédit en ligne et la signature électronique.
- La multiplication des rencontres avec les professionnels et l'intensification de la présence commerciale sur le terrain au

niveau de la clientèle des entreprises.

- Le conseil en développement durable proposé au client sur les crédits habitats.
- De nombreuses campagnes en faveur du crédit à la consommation, et des participations aux salons et foires.

Au titre du développement durable, par :

- La généralisation de la fiche Matie à l'ensemble de la production de crédit 2023.
- Le financement de projets emblématiques liés à la transition énergétique et écologique de la Polynésie, tels les fermes solaires, le financement de l'optimisation énergétique dans les constructions.
- La concrétisation des échanges et des orientations autour des thématiques de développement durable avec l'AFD (signature de la convention climat, assistance au bilan carbone).
- Les actions de sensibilisation des managers aux enjeux climatiques et la présentation d'un programme de formation sous forme de fresques climatiques.
- Le rapprochement de l'Université de la Polynésie Française pour appréhender les parcours offerts en matière de RSE, de développement durable et d'ESG, pour se préparer à la transformation des métiers.

Au titre de ses obligations réglementaires, juridiques et fiscales, par :

- La réponse à la lettre de suite et la mise en place de la quasi-totalité des 29 recommandations de l'ACPR, fin décembre 2023, dans le cadre de l'audit sur la gouvernance, le dispositif de contrôle interne, la gestion des risques et le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) diligenté par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), sur le 1er semestre 2022.
- Le renforcement de son pilotage et de sa gouvernance des risques au travers de la Déclaration d'Appétence au Risque.
- Le renforcement de la cybersécurité par la sécurisation de son système d'information : mise à jour de la Politique de Sécurité

du Système d'Information, mise en place d'un outil de surveillance du réseau, durcissement de la politique des mots de passe, mise à nouveau de son dispositif de gestion des risques informatiques.

- La suppression de la Contribution Pour la Solidarité (taxe au taux de 1% à compter du 1er avril 2022 visant à financer la protection sociale généralisée), à compter du 1er octobre 2023, et la mise en place de diverses autres mesures fiscales.

Au titre de la gestion de la liquidité et du refinancement, par :

- La croissance forte des crédits couplée à la progression des dépôts impacte positivement les niveaux de trésorerie sur cette fin 2023, après des mois de tensions ayant accru les besoins en ressources interbancaires. La banque a optimisé la rentabilité de la liquidité en plaçant sa liquidité excédentaire à l'IEOM au taux de 4% en fin 2023.
- Les ratios de liquidité sont préservés sur la période et la souscription à une dette longue de 11 milliards de F CFP sur la fin de l'année 2023 permet de stabiliser les gaps générés par le dynamisme de l'activité de crédit.
- Après des mois de stabilité des dépôts, l'animation commerciale mise en place autour de barèmes clientèle attractifs a porté le niveau des dépôts à 295 milliards de F CFP, impactant positivement la liquidité.
- Également, le niveau des ressources interbancaires progresse de 20 milliards de F CP par la souscription aux dispositifs LR mis en œuvre par l'IEOM, et le tirage d'une dette longue à hauteur de 11 milliards en novembre 2023.
- La dette IEOM atteint 30 milliards de F CFP, soit +10 milliards en 2023.
- Et les emprunts interbancaires atteignent 30,6 milliards de F CFP, soit +9,7 milliards : tirage de la ligne LT AFD à hauteur de 11 milliards de F CFP et de la ligne CT AFD pour 1 milliard de F CFP.

Au titre du risque de crédit, par :

- Le 26 juillet 2023, la Banque SOCREDO a cédé 501 millions

de F CFP de créances contentieuses à une société de défaisance. Après l'opération de cession, le taux de douteux de la banque passe de 4% en 2022 à 3,2% en 2023.

Dans ce contexte, le coût du risque de crédit s'illustre par une dotation nette de 611 millions de F CFP. Il est principalement impacté par le provisionnement d'un dossier contentieux pour 415 millions de F CFP

PERSPECTIVES 2024 :

L'activité mondiale se montre résiliente en ce début 2024, l'inflation reflue et les taux directeurs pourraient diminuer sur 2024 et détendre le sujet des financements.

La croissance de l'économie en 2024 devrait s'établir à +2,4 % au niveau mondial et +0,8 % en France.

Bien que l'inflation régresse en France et dans le monde, les incertitudes géopolitiques freinent le potentiel de croissance de l'économie mondiale.

Les politiques monétaires restrictives pourraient s'alléger progressivement mais le risque existe de divergences croissantes dans les politiques de baisse des taux menées par les banques centrales dans les différentes régions du monde.

À long terme, la fragmentation géoéconomique du monde pourrait conduire à des pertes potentielles de production.

Le ralentissement de l'économie a favorisé un recul de l'inflation. L'inflation mondiale devrait se stabiliser à 5 % en 2024. Mais il est toujours possible que des obstacles inattendus se dressent sur le chemin de la désinflation comme une nouvelle flambée des prix de l'énergie ou la persistance de fortes hausses des prix dans un certain nombre de pays.

Les entreprises devront intégrer et gérer au cours des prochains

mois : une croissance faible, la redéfinition des chaînes d'approvisionnement et des incertitudes sur l'évolution du commerce mondial.

En 2024, l'impulsion donnée par les gouvernements pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sera forte et la transformation numérique du secteur financier s'accélénera encore.

La conformité bancaire est confrontée à des défis majeurs, accentués par l'évolution rapide des réglementations et des technologies.

L'accent est également mis sur l'adaptation aux réglementations nationales et internationales qui évoluent rapidement, y compris les normes relatives à la protection des données personnelles et la conformité aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). L'intégration des technologies avancées, comme l'intelligence artificielle et le big data, devient cruciale pour améliorer l'efficacité des processus de conformité et répondre aux exigences réglementaires de manière plus efficace.

La mise en place graduelle de CRR3 reste le chantier prioritaire en 2024 avec des impacts financiers et opérationnels majeurs.

Pour la Polynésie comme pour le reste du monde, l'année 2024 est empreinte d'incertitudes. Son économie pourrait être bousculée par des facteurs exogènes et endogènes :

- L'ampleur de l'inflation importée et ses impacts sur le pouvoir d'achat,
- Les prochaines trajectoires et décisions du pays,
- L'indice de confiance des investisseurs et des ménages qui influencerait sur la consommation et l'investissement,
- La fluctuation des devises et son impact sur le tourisme et le coût des matières premières importées,
- Les changements climatiques et les défis de l'autonomie

énergétique.

Début 2024, l'IEOM a réaffirmé son engagement envers la place pacifique en diffusant son calendrier de renouvellement des lignes de refinancement LR pour l'ensemble de l'année 2024, sécurisant le niveau de dette de la banque.

Pour les établissements bancaires de la zone franc Pacifique, ces annonces doivent permettre de piloter plus facilement leur trésorerie. Par ailleurs, donner la capacité aux agents économiques d'anticiper les décisions de la banque centrale permet de favoriser leur transmission à l'économie et d'améliorer leur efficacité. Les entreprises et les ménages peuvent ainsi ajuster plus facilement leurs comportements d'investissement et de consommation et les établissements bancaires adapter plus rapidement leur politique d'allocation de crédit.

L'année 2024 est pour la Banque SOCREDO, l'année de lancement de la nouvelle stratégie 2024-2028 définie dans une approche de co-construction et participative.

La banque a retenu 27 chantiers prioritaires en 2024 dans des différents domaines stratégiques autour du développement durable, économique et régional, de l'inclusion bancaire, de la performance commerciale, de l'efficacité opérationnelle et de la gestion dynamique des risques :

- La mobilisation du potentiel des ressources et des recrutements associés à la stratégie et liés aux métiers bancaires de demain.
- Des investissements réorientés et dédiés au développement durable au tour du climat et de la biodiversité.
- Une stratégie de développement économique et de développement régional.
- La contribution et l'accompagnement des actionnaires de la banque en apport d'expertise et financier à la stratégie.
- Une politique de gestion dynamique des risques et une

démarche de conformité aux exigences réglementaires,

- Une offre banque inclusive et une gestion engagée de la clientèle inclusive.
- Des investissements orientés sur la performance commerciale et sur les projets marketing liés à l'omnicanal et la dématérialisation, l'enrichissement de l'offre adaptée de produits et services bancaires.
- Un effort important de modernisation du réseau d'agences.
- Des investissements dans un système d'information performant permettant l'efficacité opérationnelle, par la dématérialisation et l'optimisation des processus et des traitements.

Si les objectifs budgétaires 2024 en termes de priorités commerciales, réglementaires et financières, ont clairement été définis, la Banque SOCREDO devra relever le défi de tenir son cap financier dans un contexte d'incertitudes relatif à la trajectoire future des taux d'intérêt, au niveau de croissance et autres phénomènes imprévisibles

La banque reste résolument engagée dans ses projets innovants destinés à renforcer sa rentabilité et dans son ambition de positionnement de 1ère banque polynésienne engagée dans le développement durable, en gardant le cap du 'AVEI'A 2028.



AGRÉGATS DU BILAN COMPTABLE : ACTIF


En F CFP	2021	2022	2023
Immobilisations incorporelles et corporelles	16 859 468 305	17 278 160 869	18 002 589 851
Actif immobilisé brut incorporel	3 977 490 263	4 139 504 197	4 618 114 204
Actif immobilisé brut corporel	12 881 978 042	13 138 656 672	13 384 475 647
Terrains	740 508 008	728 508 008	728 508 008
Aménagements de terrains			
Constructions	8 415 846 857	8 666 930 236	8 763 068 048
Installations techniques, matériels, outillage			
Autres immobilisations	3 609 535 009	3 693 389 965	3 830 941 582
Immobilisations en cours	116 088 168	49 828 463	61 958 009
Variation annuelle	221 515 320	256 678 630	245 818 975
dont immobilisations affectées par le Pays			
Terrains nus			
Terrains aménagés			
Constructions			
Matériel de transport affecté			
Autres			
Variation annuelle			
Immobilisations financières	5 844 988 875	5 674 460 586	6 151 894 439
Total actif immobilisé	22 704 457 180	22 952 621 455	24 154 484 290

En F CFP	2021	2022	2023
Créances et comptes rattachés (Brut)	268 851 988 015	279 676 353 570	304 609 830 823
dont Créances < 1 an	50 400 172 230	54 284 343 239	58 008 071 739
dont Créances > 1 an	206 483 100 351	214 504 962 073	237 048 843 153
dont Créances douteuses	11 968 715 434	10 887 048 258	9 552 915 931
Provisions	6 747 732 386	6 045 434 690	5 599 230 766

En F CFP	2021	2022	2023
Trésorerie	98 360 983 412	92 015 625 576	103 591 023 109
VMP			
Disponibilités	98 360 983 412	92 015 625 576	103 591 023 109





En F CFP	2021	2022	2023
Capitaux propres	38 998 231 412	40 346 091 367	41 840 754 779
Capital social	22 000 000 000	22 000 000 000	22 000 000 000
Réserve légale	1 802 654 458	1 863 596 093	1 938 629 091
Réserves statutaires	13 504 096 762	14 444 187 819	15 569 734 776
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	1 218 832 692	1 500 659 955	1 724 743 412
Subvention d'investissement			
Provisions réglementées	230 000 000	295 000 000	365 000 000
Prime d'émission	242 647 500	242 647 500	242 647 500

En F CFP	2021	2022	2023
Autres fonds propres	3 195 088 679	2 571 170 485	2 548 405 567
Provisions pour risques et charges	3 195 088 679	2 571 170 485	2 548 405 567

En F CFP	2021	2022	2023
Endettement	323 292 267 924	327 764 356 384	363 140 285 539
Emprunt auprès Etab. Bancaires	55 451 758 433	41 574 791 425	62 435 094 674
Emprunts et dettes financières divers	264 268 142 219	282 163 767 464	295 077 894 322
Avance du Pays			
Dettes fournisseurs	518 160 058	689 219 513	838 358 154
Dettes fiscales	1 735 864 066	1 916 955 499	2 083 569 645
Autres dettes	1 318 343 148	1 419 622 483	2 705 368 744



AGRÉGATS DU COMPTE DE RÉSULTAT :


En F CFP	2021	2022	2023
Résultat d'Exploitation	2 075 304 196	4 661 318 073	2 739 709 455
Charges d'exploitation	15 128 988 651	13 304 897 614	16 297 855 179
dont Exploitation courante			
dont Impôts et taxes	478 263 827	506 312 110	556 362 783
dont charges de Personnel	4 508 774 975	4 612 128 846	4 778 340 180
dont Autres charges	5 687 862 268	5 990 659 662	8 149 674 841
dont DAP	4 454 087 581	2 195 796 996	2 813 477 375
Produits d'exploitation	17 204 292 847	17 966 215 687	19 037 564 634
dont Chiffre d'affaires	11 980 437 086	12 677 175 161	16 065 629 994
dont subvention d'exploitation			
dont Autres produits	5 223 855 761	5 289 040 526	2 971 934 640
Résultat Financier	572 587 861	781 297 382	798 393 966
Charges financières	19 525 821	17 578 270	12 564 255
dont intérêts sur emprunt			
dont intérêts sur avance du Pays			
dont DAP			
Produits financiers	592 113 682	798 875 652	810 958 221
dont produits de participation	340 901 322	359 165 083	212 837 111
Résultat Exceptionnel	-494 561 740	-2 680 487 511	-641 840 987
Charges exceptionnelles	988 579 029	3 665 977 257	1 452 546 490
dont sur opération de gestion	455 801 891	982 295 306	734 305 948
dont sur opération en capital	88 721 718	1 171 251	32 583 014
Produits exceptionnels	494 017 289	985 489 746	810 705 503
dont sur opération de gestion	305 232 413	315 310 688	456 851 541
dont sur opération en capital	47 225 398	7 772 127	7 470 384
Impôt sur les sociétés (IS)	934 497 625	1 261 467 989	1 171 519 022
Résultat de l'exercice	1 218 832 692	1 500 659 955	1 724 743 412



ÉTAT DE LA DETTE BANCAIRE :



Date de signature	Prêteur	Taux (%)	Dernière échéance	Capital initial en FCFP	Encours au 01/01/2024 en FCFP	Annuité 2024 en FCFP	Total intérêts payés en 2024
09/07/2010	BEI	1,934	17/05/27	238 663 484	65 823 242	9 134 030	643 583
09/07/2010	BEI	1,934	17/05/27	34 511 695	9 518 308	2 654 407	174 096
09/07/2010	BEI	1,822	15/05/26	152 384 726	32 160 595	12 689 516	536 915
18/11/2013	BEI	1,750	15/05/25	27 756 563	4 477 962	2 972 284	66 436
18/11/2013	BEI	0,792	15/05/25	131 834 010	20 445 500	13 603 379	137 148
18/11/2013	BEI	0,686	15/11/26	347 054 296	97 258 508	32 197 740	621 964
18/11/2013	BEI	1,476	15/11/25	513 603 819	108 867 901	54 033 711	1 430 606
18/11/2013	BEI	1,780	15/05/29	596 658 711	260 421 345	45 481 118	4 506 786
18/11/2013	BEI	1,182	15/05/26	283 634 010	74 072 356	29 367 317	801 680
22/10/2009	BRED	3,000	30/09/26	1 789 976 134	390 947 572	138 438 273	10 180 677
31/12/2009	AFD - Obligataire	3,660	31/10/25	1 789 976 134	238 663 484	119 331 742	7 643 198
22/06/2011	AFD - Obligataire	2,930	30/04/26	2 505 966 587	417 661 098	167 064 439	11 013 723
22/06/2011	AFD - Obligataire	3,000	31/10/26	1 670 644 391	334 128 869	111 376 294	9 188 544
22/08/2012	AFD - Obligataire	2,870	31/03/27	3 579 952 267	976 996 384	269 271 276	26 121 538
22/08/2012	AFD - Obligataire	2,710	31/03/27	3 579 952 267	968 920 254	267 583 635	24 457 059
18/12/2012	AFD - Obligataire	2,730	31/10/27	1 193 317 422	412 887 301	99 062 190	10 600 307
11/06/2013	AFD - Obligataire	3,030	30/04/28	1 789 976 134	747 880 939	157 561 173	21 476 240
11/06/2013	AFD - Obligataire	3,340	30/04/28	2 386 634 845	1 007 650 868	211 125 436	31 907 240
18/12/2012	AFD - Obligataire	3,230	31/10/27	1 193 317 422	421 361 638	100 332 790	12 806 283
11/06/2013	AFD - Obligataire	2,870	31/10/27	1 193 317 422	415 257 751	99 420 023	11 209 641
18/12/2012	AFD - Obligataire	3,030	31/10/27	1 193 317 422	417 969 134	99 827 020	11 913 960
11/06/2013	AFD - Obligataire	3,200	30/04/28	2 983 293 556	1 253 649 866	263 320 549	38 026 950
23/09/2014	AFD - Obligataire	1,940	31/01/25	3 579 952 267	582 028 711	386 143 334	9 427 601
23/09/2014	AFD - Obligataire	1,740	31/01/25	1 789 976 134	288 658 872	191 604 560	4 192 794
15/01/2020	AFD - Obligataire	0,860	31/10/29	4 000 000 000	3 000 000 000	500 000 000	25 131 111
10/03/2020	AFD - Obligataire	0,910	31/10/29	3 000 000 000	2 250 000 000	375 000 000	19 944 167
23/03/2020	AFD - Obligataire	0,890	31/10/29	1 949 880 668	1 462 410 501	243 735 084	12 678 016
08/11/2023	AFD - Obligataire	4,520	31/05/35	11 933 174 224	11 933 174 224	-	548 369 133
TOTAL				55 428 726 609	28 193 293 183	4 002 331 319	855 207 396

* (s) : semestriel, (t) : trimestriel, (u) : unique : annuel ou in fine

